

Déclaration de la FSU

CTA du 10 Novembre 2022

Monsieur le Recteur,

Dans un contexte de fort mécontentement social et de mobilisation dans lesquelles nos collègues expriment l'exigence impérative de revalorisation des rémunérations et de reconnaissance de leurs métiers, nous tenons aujourd'hui la dernière séance du CTA.

À nouveau, nous déplorons la transmission tardive des documents hors délai réglementaire et le non acheminement postal. Ces conditions de travail dégradées entravent le travail des représentants du personnel.

Nous mettons aujourd'hui en avant l'indispensable revalorisation indiciaire et le douloureux rappel de l'écart salarial entre les femmes et les hommes.

En France, à temps de travail équivalent l'écart de salaire entre les femmes et les hommes est de 15,8%. Selon Eurostat, cet écart s'est même renforcé de 1,3 % en dix ans et place notre pays en 23ème position, soit presque 3 points en dessous de la moyenne européenne. Symboliquement, à partir du vendredi 4 novembre, les femmes travaillent « gratuitement » jusqu'au 31 décembre.

La FSU dénonce les effets de manche médiatiques et les mesures cosmétiques qui ne compensent aucunement les inégalités professionnelles. Par son inaction, le gouvernement porte donc une lourde responsabilité sur ce constat inacceptable et doit agir rapidement et concrètement pour éradiquer cette injustice sociale !

Dans la Fonction publique, l'axe 3 des accords « égalité professionnelle » - celui qui concerne justement l'égalité salariale - n'a bénéficié d'aucune mesure ambitieuse. Pire, les mesures générales pour toutes et tous, envisagées pour de prétendues revalorisations, s'appuient sur des primes et/ou de l'indemnitaire alors que toutes les études s'accordent à démontrer que c'est défavorable aux agentes. Il faut arrêter avec le dogme qui prétendrait que l'égalité professionnelle ne doit rien coûter et investir pour l'égalité !

Pour la FSU, il faut rapidement augmenter la valeur du point d'indice pour permettre à tous et surtout à toutes de vivre dignement de son salaire. Pour sortir les agentes de cette spirale infernale de perte de pouvoir d'achat année après année, le gouvernement doit s'attaquer aux racines des inégalités. De véritables négociations doivent se mettre en place et aboutir à des mesures concrètes pour revaloriser les métiers les plus féminisés et pour engager des plans de recrutements statutaires et ainsi combattre la précarité.

La future instance CSA devra permettre un réel dialogue social sur l'ensemble des sujets qu'elle aura à traiter.

La FSU ne manquera pas de vous le rappeler chaque fois que nécessaire.